

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
196^e année
23 avril 2020
n° 15 / 7860^e
pages 817 à 872

CORONAVIRUS / Contrat et obligations

La prorogation des délais en période de Covid-19 :
quels effets sur les contrats ?

> chronique Olivier Deshayes

831

Quelle jurisprudence demain pour l'épidémie de Covid-19
en droit des contrats ?

> point de vue Cyril Grimaldi

827

ÉDITORIAL

817 La majestueuse égalité des lois..., *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

820 Délais (Covid-19) : publication d'une ordonnance

824 Diverses dispositions sociales (Covid-19) : publication d'une ordonnance

POINT DE VUE

829 Covid-19 et faute inexcusable de l'employeur : est-ce possible ?, *Manon Illy*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

837 **Chronique** : Le Livre blanc de la Commission européenne sur l'intelligence artificielle : vers la confiance ?, *Céline Castets-Renard*

843 **Panorama** : Droit et genre, *RÉGINE*

855 **Notes** : L'opposabilité par la caution de l'extinction de la créance pour déclaration irrégulière, *note sous Com. 22 janv. 2020, Jean-Denis Pellier*

859 Nouvelles précisions intéressant le recours à l'année « lombarde », *note sous Civ. 1^{re}, 11 mars 2020, Jérôme Lasserre Capdeville*

864 Pollution aquatique et mesure conservatoire : l'urgence se passe de l'imputation, *note sous Crim. 28 janv. 2020, Alice Dejean de la Bâtie*

868 Le dirigeant d'une EURL ou d'une SAS n'est pas commerçant : la clause attributive de juridiction n'est pas valable même insérée dans un acte portant cession de contrôle, *note sous Com. 29 janv. 2020, Zoé Can Koray*

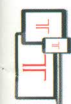
ENTRETIEN

872 Jacques Fineschi – Le fonctionnement du tribunal de commerce de Nanterre en période de coronavirus

DALLOZ



Version numérique incluse*



322015



9 782993 220153

